

L'ÉCONOMIE DE PLANTATION VILLAGEOISE CAFÉIÈRE ET CACAOYÈRE EN CÔTE D'IVOIRE : LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

J.P. CHAUVEAU*

Ce document a été réalisé à partir d'un travail en cours mené conjointement avec J.P. DOZON (O.R.S.T.O.M.)

Communication présentée au séminaire Économie Rurale du CIRAD — Septembre 1984 —

RÉSUMÉ

La reconstitution précise de l'histoire de l'économie de plantation (café et cacao) en Côte d'Ivoire permet de discerner l'enchaînement des processus politiques, économiques et sociaux qui ont abouti aux structures actuelles de ce secteur. Les résultats contredisent certaines formulations générales, communément admises, qui constituent pourtant les présupposés des politiques d'intervention. Les principales conclusions peuvent se résumer ainsi : l'histoire de la «réussite» de l'économie de plantation (comme «adoption» généralisée de cultures d'exportation) repose sur un processus endogène et systématique de détournement de l'intervention administrative ; autrement dit, sur l'«autonomisation» d'une technique ou de techniques paysannes vis-à-vis de la technicité proposée ou imposée par l'administration. L'efficacité de l'intervention extérieure ne se situe généralement pas là où elle le prévoit, et repose principalement sur les effets intentionnels du projet initial. Dans ces conditions, on se pose la question du réalisme des solutions techniques actuellement proposées (et répétitives par rapport à l'histoire de l'intervention sur ce secteur) à propos de l'intensification du système de production.

SUMMARY

An accurate reconstitution of the history of plantation (coffee and cocoa) economics in the Ivory Coast makes it possible to perceive the linkages between political, economic and social processes that have resulted in the present structure of this sector. The results are not consistent with some of the current general concepts which, nevertheless, underlie a number of policies. Major conclusions can be summarized as follows : the history of «success» in plantation economics (in terms of the widespread «adoption» of export crops) is based on an endogenous process which systematically circumvents administrative interference ; i.e., on increasing self-reliance in the use of one or several agricultural techniques vis-à-vis the degree of technical sophistication advocated or imposed by the administration. The efficiency of external inputs usually does not follow the planned pattern and stems chiefly from unintentional effects of the initial project. Under these circumstances, questions may arise as to how realistic current proposals for technical solutions are in actual fact (they are also repetitive in relation to the history of policies applied in this sector) if they are to seek intensification of the Agricultural cropping system.

RESUMEN

La reconstitución precisa de la historia de la economía de plantación (café y cacao) en la Costa de Marfil, permite identificar la estructura de los procesos políticos, económicos y sociales que finalizaron en las estructuras actuales de este sector. Los resultados contradicen algunas formulaciones generales, admitidas corrientemente, y que constituyen, sin embargo, los presupuestos de las políticas de intervención. Las principales conclusiones pueden ser resumidas de la manera siguiente : la historia del «éxito» de la economía de plantación (en cuanto «adopción» generalizada del cultivo de exportación) está basada en un proceso endógeno y sistemático de negación de la intervención administrativa ; es decir, sobre la «automatización» de una técnica o de técnicas campesinas con respecto al nivel técnico propuesto o impuesto por la administración. La eficacia de la intervención exterior no se sitúa generalmente en donde se había previsto, y se basa principalmente en las consecuencias imprevistas del proyecto inicial. En estas condiciones, nos hacemos la pregunta acerca del realismo de las soluciones técnicas propuestas actualmente (y que se repiten en la historia de la intervención en este sector) referentes a la intensificación del sistema de producción.

Cette communication voudrait retracer les grandes lignes de l'histoire de l'économie de plantation en Côte-d'Ivoire, plus précisément celle des cultures caféières et cacaoyères, pour en dégager les «tendances lourdes» ou, comme disent les historiens, les caractéristiques en longue période.

Cette histoire peut éclairer le contexte général dans lequel s'inscrivent les relations techniques et économiques que l'agro-économiste prend plus particulièrement en compte. Elle conduit à dynamiser ces relations, à en préciser la nature sociale (et pas seulement technique) en privilégiant l'aspect processuel dans le temps.

Cette tâche, apparemment simple, de reconstitution historique nécessite cependant quelques précautions de méthode.

En premier lieu elle peut paraître bien académique dans la mesure où l'histoire de l'économie de plantation paraît bien connue. Nous essaierons de montrer qu'en réalité cette reconstitution porte, non seulement sur des faits, mais aussi sur la représentation que les différents agents sociaux se font de ces faits. Autrement dit, nous devons nous défier d'emblée de ce qui apparaît comme une sorte «d'histoire officielle» de l'économie de plantation à l'usage des acteurs contemporains.

En second lieu, l'économie de plantation est historiquement liée à la colonisation et, de façon générale, au

* ORSTOM. — MONTPELLIER

dispositif d'intervention extérieure en vue de la « mise en valeur » ou du « développement ». Il est d'usage de poser une relation de causalité entre l'action de ce dispositif d'intervention et le développement de l'économie de plantation qui ne serait qu'une forme déterminée, seulement spécifiée par les « réponses » du milieu local à l'intervention exogène. Ici encore, il convient d'écarter tout postulat de ce type, impliquant une interprétation « passiviste » du phénomène. Nous ne devons pas exclure « a priori » l'idée toute simple que, non seulement l'intervention extérieure ne s'effectue pas sur une « table rase », mais encore que l'ancienneté de cette intervention, depuis la colonisation, en transforme la nature : elle n'est pas un stimulus auquel « réagit » la société concernée mais elle est un élément constitutif de sa pratique historique, depuis longtemps expérimenté et intégré dans sa stratégie. L'intervention extérieure est manipulée autant qu'elle manipule.

L'exemple de l'économie de plantation ivoirienne illustre le parti que l'on peut tirer d'une mise en perspective historique d'une « situation de développement ». Non pour aboutir à de meilleures « recettes » mais pour prendre avec rigueur la mesure des éléments que l'on prétend transformer.

I — LE PROBLÈME DE « L'ORIGINE » DE L'ÉCONOMIE DE PLANTATION ET CELUI DU « DÉVELOPPEMENT » INÉGAL DE L'EST ET DE L'OUEST

La reconstitution de l'histoire de l'économie de plantation permet d'abord de constater que **l'image qui en est donnée le plus souvent ne correspond pas à la réalité.**

1 — Il est généralement admis, qu'à l'origine, des plantations dans les petits royaumes agni du sud-est ivoirien, après la première guerre mondiale, se sont diffusées progressivement sous l'aiguillon de la contrainte coloniale (impôt en particulier) et d'une politique cohérente de distribution de semences et d'encadrement de la part de l'administration coloniale puis ivoirienne. Les populations de l'ouest, de type segmentaire, auraient plus tardivement adopté ces cultures en même temps qu'elles étaient soumises à une forte colonisation « étrangère ».

En réalité, une petite production villageoise marchande de café et de cacao existait dès les années 1880 dans le sud-ouest ivoirien, production qui s'est rapidement effondrée lorsque la région de Tabou fut coupée de son débouché libérien, tandis que l'effort administratif de désenclavement des productions paysannes se portait tout entier sur le sud-est et le centre.

Cette correction de l'histoire officielle n'est pas seulement anecdotique. Elle remet radicalement en cause certains éléments d'explication de la dynamique de l'économie de plantation en termes qui se veulent précisément « sociologiques » : les plantations sont apparues dans des sociétés segmentaires, alors que les Agni sont considérés comme les initiateurs officiels parce qu'ils possédaient une structure sociale hiérarchisée, considérée comme favorable aux phénomènes de production marchande et d'accumulation économique.

2 — La diffusion, sinon antérieure du moins plus massive, de la cacao-culture dans le pays agni ne s'est pas déroulée comme il est dit souvent : elle aurait bénéficié d'un effet d'« imitation » provenant de l'exemple des populations voisines de Gold Coast. Or les voisins « akan » des Agni, de l'autre côté de la frontière coloniale, n'ont pas

été un foyer d'extension de l'économie de plantation mais plutôt un partenaire tardif de celle-ci, (un peu comme le sud-ouest ivoirien aujourd'hui par rapport à l'ensemble de la zone forestière). Autre effet d'imitation dont l'existence est contestable : celle des plantations européennes. Dans le sud-est, elles périclitèrent rapidement et se reconvertirent sur d'autres productions. Dans l'ouest elles constituèrent plutôt un obstacle à la diffusion des cultures villageoises par la ponction en main-d'œuvre qu'elles opérèrent jusqu'à l'abolition du travail forcé en 1947. Mais, déjà auparavant, elles apparaissent peu rentables.

3 — L'histoire de l'économie de plantation ne se confond pas avec celle de l'intervention administrative sur ces produits. Le développement autoritaire, à partir de 1908, a été un échec jusqu'à la première guerre mondiale. Le « redémarrage » (si l'on tient compte de ce qui existait à la fin du siècle dernier dans l'extrême sud-ouest) de l'économie de plantation dans le sud-est, à partir de la première guerre mondiale, s'est fait parallèlement au dispositif d'intervention : ainsi la première vague de plantations de cacao s'est faite quasiment sans le secours des semences distribuées par l'Administration mais en se les procurant auprès d'autres planteurs africains ou européens ; les variétés spontanées locales ont été largement utilisées pour la création des premières caféières ; les planteurs africains ont toujours répugné à un encadrement technique trop serré, a fortiori lorsqu'il était contraignant ; les tentatives d'organisation des producteurs, depuis les sociétés de prévoyance jusqu'aux coopératives, n'ont jamais été au-delà du stade de groupement d'achat d'« entrants » ou de vente de produit...

4 — La dynamique locale de l'économie de plantation s'est exercée, non seulement de manière autonome vis-à-vis de l'intervention extérieure, mais aussi contre ses objectifs explicites. Ainsi, jusqu'aux années 1920, et même plus tard à l'ouest, l'exploitation-modèle proposée et imposée par l'administration, a fonctionné exactement comme un repoussoir : l'encadrement administratif contraignant bien sûr, mais aussi le caractère « collectif » du travail et des techniques culturales (absence d'association de culture, intensivité) paraissent absurdes aux cultivateurs pour qui, comme le dit Péliissier, « seul l'intensif paie » et pour qui les structures de production ne pouvaient être soumises à un modèle général et abstrait. Il s'agissait bien davantage, pour ces exploitants, de partir des structures de productions existantes et de les rendre compatibles aux multiples facteurs de transformation auxquels elles étaient confrontées :

— reconversion des économies précoloniales du XIX^{ème} siècle beaucoup plus tournées vers les échanges qu'on ne le suppose généralement (or, kola, produits oléagineux tirés du palmier, caoutchouc et même produits vivriers et travail temporaire dans le transport maritime européen sans compter les multiples échanges inter-africains plus locaux) ;

— action directe de l'administration : impôts, réquisition ou commercialisation forcée périodiques de produits, ponction de main-d'œuvre forcée jusqu'en 1947, équipement très inégal selon les régions en moyens de communication et d'évacuation, donc en centres commerciaux ;

— effets de la semi-urbanisation dont l'importance précoce sur les migrations et sur la commercialisation de produits vivriers ne doit pas être sous-estimée ; effets des migrations à longue distance qui se massifient dès les années 1920.

En fin de compte, la multiplicité de ces facteurs de

transformation n'ont pas du tout abouti à un modèle uniforme qui aurait été sollicité par le projet colonial mais au contraire à des types multiformes issus d'une pratique de détournement systématique de ce projet. Je prends deux exemples parmi les plus importants de ce détournement du projet de mise en valeur ou de développement.

● La politique de travail forcé de l'administration avait été élaborée de manière à assurer les besoins de l'administration et du colonat en main-d'oeuvre. Afin de ne pas décourager les plantations villageoises du sud-est en plein essor, le nord du pays, mais aussi l'ouest forestier, jusqu'aux années 1930, étaient considérés comme des «réservoirs de main-d'oeuvre» permettant aux planteurs de la côte et du sud-est de racheter ces prestations obligatoires. En fait, cette immigration forcée va alimenter un travail temporaire dans les plantations agni, renforcer l'économie de plantation de ces dernières régions et rendre plus archaïque encore le système du travail forcé aux yeux des populations.

Autre résultat opposé à celui recherché par l'administration : le traitement inégal infligé à la région forestière occidentale se révèle contradictoire avec l'effort de mise en valeur de l'ouest. C'est ainsi, essentiellement, que se constituent les deux modèles de «planteurs ivoiriens» : le **planteur de l'est**, pouvant assurer une exploitation de plus grande dimension et utilisant une nombreuse main-d'oeuvre salariée que l'on oppose au **petit planteur de l'ouest**, utilisant peu de main-d'oeuvre rémunérée et vendeur de terre aux étrangers migrants, notamment aux «dynamiques» planteurs de l'est. Cette dualité de type de planteurs est concomitante, certes, de différenciations socio-culturelles mais, comme le montre l'économie de plantation du sud-ouest à la fin du siècle dernier, rien ne prouve que ce soient ces dernières qui déterminent cette opposition de forme de l'économie de plantation. C'est plutôt la façon dont les différentes régions ont subi et détourné le projet administratif (lui-même très «régionalisé») qui est déterminante. Enfin il semble bien que cette dichotomie entre planteurs de l'est et de l'ouest amplifie de beaucoup les différences réelles de taille d'exploitation selon l'origine ethnique (voir recensement agricole de 1975).

● Autre exemple de détournement de projet de vaste envergure : la politique suivie à partir des années 1930 pour assurer à l'administration et au colonat la main-d'oeuvre voltaïque tout en allégeant les prestations en travail dans l'ensemble de la zone forestière. Ici encore, par une série de détournements, elle constitua surtout une main-d'oeuvre «libre» pour les planteurs africains et un élément important de colonisation agricole dans la zone forestière (1).

5 — Reste à évaluer précisément l'efficacité de l'intervention coloniale française. On a vu que le cacao et le café étaient cultivés avant celle-ci dans le sud-ouest ; le café existait d'ailleurs à l'état spontané et ces variétés furent effectivement exploitées par les paysans lorsque l'administration encouragea la vente de ce produit. Il s'agit donc, si l'on parle de l'«introduction» de ces produits par l'administration, d'une introduction toute symbolique. On peut montrer qu'en réalité l'efficacité de l'intervention coloniale ne se situe pas du tout là où elle le prévoyait (l'instauration d'exploitations encadrées) et que ce sont les effets inintentionnels de son action qui

ont déterminé les conditions d'un développement endogène des plantations villageoises («développement» inégal des régions, ponction de travail forcé, migrations de travail, conditions différentielles de reconversion pour les économies précoloniales des différentes régions).

II — LE «MOTEUR» DE L'EXPANSION DE L'ÉCONOMIE DE PLANTATION ET LE DILEMME ACTUEL DU «DÉVELOPPEUR»

Après la IIe guerre mondiale le grand «boom» de l'économie de plantation, que les hauts prix du début des années 1950 ne fait qu'amplifier, est consécutif à l'abolition du travail forcé et du code de l'indigénat en 1946-47. Cette mesure, décidée contre l'opinion européenne locale, par le gouvernement de l'immédiat après-guerre, va permettre à l'économie de plantation ivoirienne d'accoucher de toutes ses potentialités. Les luttes syndicales et politiques consisteront jusqu'en 1952-1953, pour les leaders politiques issus du Syndicat agricole africain créé en 1944, à abattre les dernières résistances opposées par les tenants d'un colonialisme archaïque. D'une certaine façon la victoire du RDA mené par Houphouët-Boigny consacrait l'autonomie de l'économie de plantation vis-à-vis de l'action colonisatrice et de ses projets de développement. A partir de 1953 c'est autant la politique coloniale qui choisit de collaborer avec les leaders représentatifs de l'économie de plantation indigène que l'inverse. Dès lors l'action administrative se cantonnera à des interventions incitatives discrètes sur le milieu paysan, reconnaissant sa faible capacité à influencer sur ce vaste mouvement de généralisation des plantations.

Après l'indépendance, la politique de laisser-faire de l'État ivoirien assurera la continuité des revendications nées de la lutte anti-coloniale. Le slogan «la terre appartient à celui qui la travaille» facilite effectivement la mise en valeur de l'ouest forestier sous la pression d'une immigration massive venue du nord et surtout du pays baoulé. Assez vite cependant les mêmes problèmes se posent qu'à l'époque coloniale, mais cette fois avec une vigueur accrue par la dimension prise par l'économie de plantation : la «course à la terre» suscite une déforestation réelle, des problèmes fonciers renforcés par leur aspect ethnique...

Dès la fin des années 1960, l'État ivoirien et son encadrement technique européen reprennent le même langage que l'État colonial. Le mot d'ordre est d'intensifier, de rationaliser, d'encadrer les plantations. Le gouvernement a cependant toujours répugné à engager des opérations coercitives et radicales, au contraire d'autres secteurs comme le coton ou le palmier à huile et sans doute parce que les dirigeants conservaient en mémoire le poids historique des planteurs. Mais certainement aussi parce que, mieux que les experts étrangers et les jeunes cadres ivoiriens, les anciens dirigeants dont beaucoup sont d'anciens planteurs savent à quel point une intervention extérieure «prend» difficilement sur ce secteur de plantations villageoises.

CONCLUSION

On peut résumer ainsi l'analyse : l'économie de plantation villageoise n'apparaît en fin de compte comme un développement réussi que dans la mesure où la dynamique paysanne s'est appropriée ce secteur contre les plans et projets ponctuels de l'Administration, systématique-

(1) Plus récemment, l'opération couplée lac de Kossou — colonisation du sud-ouest par les Baoulé «déguerpis» a été un échec, ces derniers préférant emprunter les modèles déjà éprouvés de migrations «spontanées».

ment détournés de leurs objectifs. Les moyens de cette réussite furent d'une part l'«**auto-transformation**» sociale des sociétés rurales sur laquelle je ne peux m'étendre et où l'action coloniale a pesé, ici encore, de façon inintentionnelle en instituant dès le départ des inégalités régionales ; d'autre part une méthode de **culture dite extensive**, privilégiant la productivité du travail sur la productivité à l'hectare, en rapport avec la rationalité interne de la production paysanne (stratégies foncières, attirance de la main-d'oeuvre rémunérée par accès au faire-valoir direct, association des cultures pérennes et des cultures vivrières dont la vive croissance durant la période coloniale reste largement méconnue, etc...).

Cet aspect technique de l'économie de plantation est inséparable de la logique économique et sociale paysannes et est l'élément moteur de la réussite globale de ce secteur ; cette réussite ne peut être attribuée au pouvoir colonial ainsi qu'à l'État indépendant qu'à condition de «gommer» dans l'historiographie officielle un certain nombre d'évènements ou de processus de l'histoire réelle.

Mais la technique extensive comporte ses propres limites : saturation foncière, déséquilibre écologique, disponibilité en main-d'oeuvre non familiale.

Ces limites étaient déjà perçues par l'Administration coloniale bien qu'elles ne soient pas atteintes à l'époque, et étaient utilisées par le pouvoir colonial comme preuve de l'«anarchisme» et de l'«irrationalité» du système «indi-

gène». Or ce système, parfaitement rationnel dans le cadre global de la logique paysanne, a pu, seul, assurer la «prise» et le développement de l'économie de plantation.

A l'heure actuelle les limites techniques de ce système commencent à être objectivement atteintes. La colonisation des terres de l'extrême sud-ouest du pays constitue son ultime «ballon d'oxygène».

Le problème fondamental est que l'**intensification** du système ne peut se faire qu'au prix d'un encadrement des exploitations, d'un aménagement de l'emprise foncière et des techniques culturales, d'un accroissement des «inputs» en produits de traitement et en engrais, donc de la soumission de l'organisation de la production paysanne à une **intervention exogène**. Or toute l'histoire du développement de l'économie de plantation, la clé de sa réussite résident en ce mouvement progressif d'autonomisation à l'égard de l'intervention extérieure. «Rationaliser» l'exploitation paysanne ne risque-t-il pas de casser tout simplement le ressort de son dynamisme ? Et, aussi important, une action de ce type, forcément coercitive dans une large mesure et nécessitant un endettement croissant des paysans ne risque-t-elle pas de couper définitivement l'État ivoirien de cette masse de planteurs, petits, moyens et grands originaires d'une multitude d'ethnies, qui a constitué sa base sociale contre le pouvoir colonial et semble avoir largement «balisé» ses revendications traduites en termes d'opposition ethnique ?